

Le Monde et de nombreux journaux européens financés par les Américains !

écrit par Nicolas Faure | 19 décembre 2024





Enquête sur l'OCCRP en cours. L'OCCRP financée... par le gouvernement américain !

L'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), une organisation d'investigation qui se présente comme indépendante et spécialisée dans la lutte contre le crime organisé et la corruption aurait reçu pas moins de 47 millions de dollars de la part du gouvernement américain depuis sa création.

12.12.2024 19:44 |

Le plus grand réseau de médias d'investigation au monde, l'OCCRP aurait caché ses liens financiers avec Washington. Les Américains lui fourniraient son budget pour moitié, il bénéficie d'un droit de veto sur ses dirigeants et subventionnerait des enquêtes sur la Russie ou le Venezuela: c'est ce que révèle le journal tchèque « Parlamentní

Listy ».

Une enquête menée par le consortium international de médias MEDIAPART a révélé que l'organisation d'enquête sur l'OCCRP aurait reçu pas moins de **47 millions de dollars** de la part du gouvernement américain depuis sa création. Pour autant, les fonds versés à cette organisation ne sont pas censés être utilisés pour enquêter sur des affaires inhérentes aux États-Unis. **Les résultats de l'enquête remettent donc en question l'image de l'OCCRP présentée comme un organisme d'enquête totalement indépendant.** L'OCCRP affirme pourtant qu'il conserve son indépendance éditoriale et que les fonds américains n'influencent pas le contenu de ses rapports. L'OCCRP compte parmi ses partenaires le **New York Times, Le Monde** et les journaux allemands **Der Spiegel** et la **Süddeutsche Zeitung**.

L'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), une organisation d'investigation qui se présente comme indépendante et spécialisée dans la lutte contre le crime organisé et la corruption, selon les résultats de l'enquête, serait en réalité financée pour moitié par les États-Unis par l'intermédiaire de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et d'autres agences gouvernementales. En 2021, la directrice de l'USAID, Samantha Power, a même qualifié l'OCCRP de « partenaire » du gouvernement américain.

L'enquête de MEDIAPART a révélé que l'OCCRP avait été créée avec le soutien financier de l'Office of International Narcotics Affairs and Law Enforcement (Bureau des affaires internationales en matière de stupéfiants et d'application de la loi) des États-Unis. En outre, le gouvernement américain aurait désormais un droit de veto sur la nomination du personnel clé de l'OCCRP, y compris son cofondateur Drew Sullivan. **Washington serait également censé donner la priorité aux enquêtes, qui se concentrent souvent sur des pays tels que la Russie et le Venezuela, désignés**

par les États-Unis comme des régimes hostiles.

Depuis sa création en 2008, l'OCCRP aurait donc perçu au moins 47 millions de dollars de la part du gouvernement américain. Pour la seule année 2023, il se serait vu allouer 12 millions de dollars. Bien que l'OCCRP reconnaisse le soutien de l'USAID sur son site web, l'ampleur de ce financement et son impact sur les activités de l'organisation ne sont pas publiquement rapportés. Les informations sur ses liens avec le gouvernement américain ne sont pas non plus mentionnées dans ses articles. Le soutien de Washington a permis à l'OCCRP de devenir l'un des plus grands réseaux de journalisme d'investigation au monde, ayant été impliqué dans des affaires très médiatisées telles que les Panama Papers – ou des enquêtes sur le recours massif à des sociétés offshore pour échapper à l'impôt, blanchir de l'argent et dissimuler des capitaux.

L'enquête de MEDIAPART a quant à elle révélé que l'OCCRP n'est pas autorisée à enquêter sur des affaires américaines avec de l'argent fourni par le gouvernement américain. Drew Sullivan a confirmé qu'il ne s'agit pas seulement d'une exigence du gouvernement, mais aussi de l'intention de l'organisation d'éviter les conflits d'intérêts. Le financement de l'OCCRP doit être régi par la loi américaine sur l'aide à l'étranger, qui stipule que les fonds doivent être « compatibles avec la politique étrangère et les intérêts économiques des États-Unis ».

Selon son fondateur, M. Sullivan, cela n'a aucune incidence négative sur l'indépendance de l'OCCRP. « Lorsque vous avez de bons journalistes d'investigation dans le monde entier, cela renforce la politique étrangère américaine... Il n'y a jamais eu de tentative d'influencer quoi que ce soit que nous ayons fait », a déclaré M. Sullivan, soulignant de plus que sans le soutien américain, l'organisation ne pourrait pas financer ses enquêtes approfondies et ses organisations partenaires, qui sont " souvent les seuls médias

indépendants qui subsistent dans de nombreux pays ».

Le réseau mondial de l'OCCRP comprend environ 70 médias. Cependant, l'enquête a révélé que l'OCCRP n'informait pas ses membres ou ses médias partenaires de l'étendue de son financement par le gouvernement américain, ni des conditions dans lesquelles ce financement était versé. Par exemple, l'ONG n'a pas révélé la nature de son financement au New York Times, selon un porte-parole du journal américain. De même, Le Monde n'a pas confirmé s'il avait été informé de ces faits, mais s'est dit confiant dans sa coopération avec l'OCCRP à ce jour.

D'autres partenaires importants de l'OCCRP, tels que le Washington Post, le journal britannique The Guardian et les journaux allemands Der Spiegel et la Süddeutsche Zeitung, ont refusé de commenter les résultats de l'enquête de MEDIAPART.

Outre MEDIAPART, la chaîne publique allemande NDR a également participé à l'enquête. La chaîne aurait dû la commencer en janvier 2023 et inviter ensuite MEDIAPART, Drop Site News, Fatto Quotidiano et Reporters United à se joindre aux investigations. En fin de compte, la NDR a décidé de mettre à plus tard le rapport d'enquête, prétendument après que le fondateur et directeur de l'OCCRP, Drew Sullivan, ait fait pression sur la direction de la chaîne de télévision. MEDIAPART dénonce la censure chez NDR et maintient l'intégralité de ses informations sur cette affaire.

Source :
<https://www.parlamentnilisty.cz/arena/monitor/nepublikovano-766280?nocache=1>



Traduction du tchèque par **Nicolas Faure** pour **Résistance
Républicaine.**